Elections Législatives des 5 et 12 Mars 1967

1ère CIRCONSCRIPTION - PRIVAS

ALLIANCE RÉPUBLICAINE POUR LES LIBERTÉS ET LE PROGRÈS

Electrices, Electeurs !

Les candidats de l'A.R. qui sollicitent vos suffrages se réclament des traditions nationales et libérales qui ont toujours fait la véritable grandeur de la France. Ainsi leur opposition au Gaullisme et au Communisme demeure fondamentale et irréductible.

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Le prestige d'un pays ne se mesure pas aux tournées publicitaires et tapageuses faites jusqu'aux confins du monde, ni aux réceptions mensuelles à Paris de tous les roitelets de la planète. Nous savons ce que cela nous coûte, nous voyons mal l'intérêt que nous en retirons.

Notre sécurité ne dépend pas de la force de frappe nationale, absolument inefficace, faute de vecteurs et de radars, elle attirerait de terribles représailles sur une population pour laquelle aucune protection n'a été prévue. Cette bombe que brandit le pouvoir gaulliste coûte très cher sans faire peur à personne.

Notre intérêt n'est pas davantage dans le renversement de nos alliances qui nous conduit à un isolement diplomatique complet : on ne remplace pas les Etats-Unis par le Cambodge et le rapprochement avec l'Est ne doit pas s'accompagner d'une rupture avec le Monde libre.

Enfin on ne substitue pas à la réalité concrète de l'Europe occidentale la chimère d'une autre Europe qui s'étendrait de l'Atlantique à l'Oural.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Le renouveau, la stabilité et la prospérité dont se flatte le pouvoir gaulliste ne font pas illusion. Les candidats de la majorité sortante ne sont pour la plupart que des chevaux de retour de la IVe République dont le désordre n'était pas moins condamnable que la stabilité dans l'erreur et le mensonge de la législature actuelle. La Constitution doit toujours être réformée, retouchée, quand elle n'est pas délibérément violée par celui qui avait reçu le mandat de la garder.

Les réformes de l'enseignement et du baccalauréat ont été si nombreuses et si contradictoires qui s'il y a unanimité, elle s'est faite contre M. Fouchet.

Le marasme boursier est tel qu'un jour prochain les valeurs françaises les plus sûres risquent de rejoindre dans les greniers les fonds russes de nos grands-pères.

Les « années sociales » successives ont été si appréciées des syndicats que la Ve République a ravi à sa devancière le record des grèves.

L'échec de la politique du logement a été si patent que récemment Pompidou a été contraint de le reconnaître.

Enfin le territoire a été si bien aménagé, un exemple récent, qu'à Chamrousse les skieurs étrangers n'ont pas hésité à nous infliger un affront cuisant devant l'opinion mondiale.

Si M. de Gaulle est satisfait, pas nous !

Devant ce bilan de faillite, nous disons que la République est le régime du droit et de la liberté. Aux ouvriers frappés ou menacés par le chômage nous espérons, grâce à l'expansion, rendre la sécurité de l'emploi et offrir les hauts salaires qui, seuls, permettront d'accéder à la propriété tant mobilière qu'immobilière. A l'aumône chichement mesurée aux Vieux Travailleurs nous voulons substituer pour tous les Français de 60 ans une retraite qui en aucun cas ne devrait être inférieure à 400 francs mensuels. Aux technocrates et

planificateurs gaullistes nous disons que la propriété individuelle est un droit naturel, que ce soit celle du paysan, du commerçant, de l'artisan ou de l'industriel. Conscients des devoirs que nous avons contractés envers eux, nous rétablirons les Anciens Combattants dans l'intégrité de leurs droits. Enfin nous accorderons aux Rapatriés l'indemnisation que leur refuse le pouvoir gaulliste.

La République c'est aussi la liberté. Liberté pour les internés politiques à qui l'on refuse une amnistie exigée pourtant par la raison et par le cœur. Liberté d'expression à la radio et à la télévision qui sont le bien de tous et non l'apanage d'une faction. Liberté des communes qui sont écrasées chaque jour davantage par les contraintes et les charges de l'Etat. Liberté d'entreprise enfin sans laquelle il n'est pas de progrès économique ni de progrès social. Partisans du libéralisme fécond qui a fait ses preuves aux Etats-Unis, en Allemagne Fédérale et au Japon, nous repoussons toutes les formes d'un autoritarisme et d'un collectivisme dont les Russes eux-mêmes commencent à reconnaître les méfaits.

POLITIQUE RÉGIONALE

Nous nous engageons résolument à élargir et moderniser les voies de communication de notre région qui, par la faute des pouvoirs publics, risque de se refermer sur elle-même, se vider de sa substance et accroître ainsi la superficie du « désert français ». Les travaux d'adduction d'eau et d'électricité dans les villages et dans les fermes passent avant les barrages sur le Niger. La défense de notre viticulture ne doit pas être sacrifiée aux intérêts de ceux qui nous ont chassés. La construction de logements, d'hôpitaux et d'écoles nouvelles, la modernisation des bâtiments existants sont plus urgentes que l'édification de palais présidentiels dans les Républiques noires. Nous ne sommes pas hostiles par principe à l'aide accordée aux pays sous-développés bien qu'il y ait intérêt à l'accorder non pas en argent liquide mais sous forme de commandes passées à notre agriculture et à notre industrie mais nous pensons qu'il faut d'abord réanimer notre région, y développer les industries florissantes autrefois, y implanter le tourisme.

L'Argent des Français doit aller d'abord aux Français !

Les moyens de cette politique ne nous manquent pas. La réduction des gaspillages, des dépenses de prestige, des subventions accordées aux potentats d'Afrique ou d'Asie nous permettraient non seulement de financer ce programme, mais encore de diminuer d'environ 10 % la masse des impôts qui permettrait de diminuer le coût de la vie, aux Industriels, Producteurs, Commerçants d'investir et d'augmenter les Travailleurs de 10 à 17 %. Mais pour promouvoir cette politique, il faut des hommes libres et résolus, et non des courtisans qui en dépit des masques dont ils se couvrent sont décidés d'avance à dire toujours oui à celui sans lequel ils ne seraient que ce qu'ils sont.

Alors, si vous pensez être autre chose que des robots consommateurs et contribuables, si vous croyez à la liberté, si vous voulez le progrès véritable, sachez vous élever au-dessus des étiquettes qui perdent leur signification devant les risques encourus. Votez et faites voter PITTET, le candidat le plus résolu de l'opposition républicaine et libérale dont le programme d'intérêt général répond exactement aux aspirations légitimes de la majorité des Français.

VOTEZ TOUS

Ne votez pas ce que vous croyez être utile

VOTEZ POUR VOS INTÉRÊTS

Gilbert PITTET

Commerçant

Délégué Départemental Membre du Conseil National de l'A.R.L.P.

SUPPLEANT :

Gérard BRÉCHON

Commerçant

Impr. Volle - Privas